Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le 08/10/2026
ID : 040-244000808-20260924-2026_09_0181-BF

République Française
Département des Landes

mont de marsan agglo

Délibération du Conseil Communautaire du 24 septembre 2026 N° DEL2026-09-0181

L'an deux mille vingt-six le vingt-quatre septembre à dix-huit heures, le Conseil Communautaire de Mont de Marsan Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au siège de Mont de Marsan Agglomération, sous la présidence de Frédéric DUTIN, Président.

Date de la convocation : 17 septembre 2026

Présents :
Frédéric DUTIN, Frédéric CARRERE, Marianne SAVARY, Joël BONNET, Véronique GLEYZE, Jean DUPOUY, Marie-Laure LAFARGUE, Alain BACHÉ, Bernadette YOUNG, Paul LAUSSUCQ, Jean-Guy BACHE, Claude COUMAT, Julien PARIS, Delphine SALEMBIER, Mathieu ARA, Jean-Marie BAYLE, Catherine BLAIN, Alain BONTE, Jean-François CABANNES, Jean-Noël CAPDEVILLE, Marc DE VALICOURT, Sabine DONNOT, Philippe FRANÇOIS, Margaux FRITSCH, Cathy GARBEZ, Priscillia GARCIA, Pierrette GARCIA-LOPEZ-VACAS, Paul GERBAUD, Jean-Philippe GORI, Jean-Jacques GOURDON, Marie-Christine HARAMBAT, Fabienne HARTÉ, Bernard KRUZYNSKI, Delphine LEBLANC, Bruno LOM, Pierre MALLET, Eric MEZRICH, Stéphanie MOREAU, Quentin MOURONVAL, Martine PORTUGHESE, Philippe SAES, Pauline SAINT-JEAN, Salima SENSOU

Excusés avec procuration :
Nathalie BOIARDI a donné pouvoir à Jean-Guy BACHE ; Benoît AUGUIN a donné pouvoir à Véronique GLEYZE ; Patricia BEAUMONT a donné pouvoir à Julien PARIS ; Marie-Paule BOURDET a donné pouvoir à Joël BONNET ; Isabelle COLAS-JALABERT a donné pouvoir à Jean-François CABANNES ; Jean-Louis DARRIEUTORT a donné pouvoir à Sabine DONNOT ; Valérie FAVRE a donné pouvoir à Stéphanie MOREAU ; Julie PUYSSEGUR a donné pouvoir à Marie-Laure LAFARGUE ; Alexia SALDUCCI a donné pouvoir à Mathieu ARA

Représentées :
Maylis ETCHEVERRY DUMARTIN représentée par Steeve DEMAY ; Emilie LABEYRIE représentée par Benoît RÉMOND

Absents :
Denis CAPDEVIOLLE, Nicolas LEREGLE, Lucienne SELLIEZ

Secrétaire de séance : Madame Margaux FRITSCH

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le 08/10/2026
ID : 040-244000808-20260924-2026_09_0181-BF

Nombre de membres en exercice	57
Présents	45
Pouvoirs	9
Votants	54

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le 08/10/2026
ID : 040-244000808-20260924-2026_09_0181-BF

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET PRINCIPAL.

Rapporteur : Monsieur Frédéric CARRERE

Le budget primitif étant prévisionnel, il y a lieu chaque année d'apporter des modifications aux prévisions pour tenir compte à la fois des dépenses et recettes nouvelles et des décalages de réalisation.

Cette décision modificative n°1 intègre les éléments suivants :

En fonctionnement :

Il y a lieu d'abord d'ajuster les prévisions en matière de fiscalité, de fonds de péréquation et de dotations de l'État (chapitres 73, 731 et 74), ainsi que les dégrèvements constatés et le prélèvement du FPIC (chapitre 014 en dépenses), suite aux notifications reçues des services de l'État. La recette de Taxe de Séjour reversée à l'Office du tourisme est également réévaluée de 35 000 €.

En recettes, il est inscrit des recettes non prévues mais réalisées à ce jour. Il s'agit du chapitre 75, avec des recettes du Centre Technique Communautaire pour la somme de 2 100 €, ainsi que des recettes non prévues d'assurances et de contentieux inscrites également pour la somme de 12 366 € au compte 75888.

Ces recettes supplémentaires vont permettre d'ajouter des crédits pour des dépenses réalisées non prévues, telles que celles engendrées par la tempête Niels, qui ont impacté notamment le budget du Centre Technique Communautaire et le budget Bâtiment, avec les travaux de réparation du toit du CTC (130 000 € inscrits au compte 21318/8450/BA).

Enfin, il est inscrit sur le chapitre 65, l'ajustement des crédits ouverts en matière d'admissions en non-valeurs (compte 6541) et de créances éteintes (compte 6542), compte tenu des listes présentées par notre Service de Gestion Comptable (SGC).

En investissement :

Sont intégrées les opérations d'ordre liées au rattachement des études préalables aux travaux « 2031 » sur leurs imputations d'immobilisations définitives. Ces opérations d'ordre sont comptabilisées au chapitre 041, en dépenses et en recettes, pour la somme de 229 142,50 €.

Sont également supprimés pour non réalisation sur 2026 les crédits d'investissement concernant les travaux du pont de Saint-Avit, pour 1 154 000 €, ainsi que les crédits des subventions associées à ce projet au chapitre 13, pour la somme de 648 000 €. La différence est compensée par la réduction de la prévision de l'emprunt à mobiliser pour financer ces investissements.

En recettes, au chapitre 13, sont également ajustées les subventions d'équipement pour les travaux du groupe scolaire F. Mistral, avec l'augmentation de 250 000 €

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le 08/10/2026
ID : 040-244000808-20260924-2026_09_0181-BF

de la subvention départementale au compte 1323 et l'ajustement à la baisse des subventions DSIL et ANRU de 25 000 € au compte 1321.

Certains crédits sont transférés de la section d'investissement vers la section de fonctionnement : notamment 50 000 € de crédits prévus initialement sur l'opération « Programme annuel de voirie » n°1006, qui sont redirigés vers le compte 615231/8450 pour l'entretien des voiries et réseaux en fonctionnement. De la même manière, sur le budget du service informatique, les comptes 21831 et 21838 sont débités pour créditer les comptes 6262, 6156, 6281 et 65811, relatifs à des dépenses de fonctionnement du service informatique, à hauteur de 85 000 €.

Enfin, des crédits supplémentaires sont attribués au compte 217312/213 pour des travaux complémentaires dans les bâtiments scolaires. Cet ajout est compensé par la réalisation d'une subvention d'équipement non reprévue au BP pour les travaux de rénovation de l'accueil périscolaire de Laglorieuse (elle fut prévue en 2026 mais non reportée).

Section de fonctionnement DM1 BP Agglo 2026				
Chap. article	**Libellé Chapitre article par nature**	**Fonct.**	**DM1**	**Voté avant DM**
6156	Maintenance	020	20 000,00 €	20 000,00 €
6262	Frais de télécommunications	020	20 000,00 €	179 405,00 €
6281	Concours divers (cotisations)	020	5 000,00 €	11 620,00 €
60628	Autres fournitures non stockées	020	2 100,00 €	5 000,00 €
62268	Autres honoraires, conseils	020	12 366,00 €	15 000,00 €
615231	Voiries	8450	50 000,00 €	200 490,00 €
Total 011	**Charges à caractère général**		**109 466,00 €**	**431 515,00 €**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	01	127,00 €	4 000,00 €
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	01	62 686,00 €	120 000,00 €
73918	Reversements taxe de séjours	01	35 000,00 €	200 000,00 €
Total 014	**Atténuations de produits**		**97 813,00 €**	**324 000,00 €**
6541	Créances admises en non-valeur	01	1 510,00 €	15 000,00 €
6542	Créances éteintes	01	2 226,00 €	0,00 €
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	020	40 000,00 €	247 000,00 €
65883	Déficits sur opérations de gestion	01	89,00 €	0,00 €
Total 65	**Autres charges de gestion courante**		**43 825,00 €**	**262 000,00 €**
Total Dépenses			**251 104,00 €**	**1 017 515,00 €**
75888	Autres	01	12 366,00 €	0,00 €
75888	Autres	020	2 100,00 €	0,00 €
Total 75	**Autres produits de gestion courante**		**14 466,00 €**	**0,00 €**
74832	Etat - Compensation au titre de la Contribution Economique Territoriale (CVAE et CFE)	01	46 221,00 €	877 997,00 €
Total 74	**Dotations et participations**		**46 221,00 €**	**877 997,00 €**
73111	Impôts directs locaux	01	4 869,00 €	9 263 095,00 €
73118	Autres contributions directes	01	106 815,00 €	0,00 €
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	7212	13 513,00 €	7 204 523,00 €
731721	Taxe de séjour	01	35 000,00 €	200 000,00 €
Total 731	**Fiscalité locale**		**160 197,00 €**	**16 667 618,00 €**
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	01	30 220,00 €	875 000,00 €

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le 08/10/2026
ID : 040-244000808-20260924-2026_09_0181-BF

Total 73	**Impôts et taxes**		**30 220,00 €**	**875 000,00 €**
Total Recettes			**251 104,00 €**	**35 088 233,00 €**
Total Fonctionnement			**0,00 €**	

Section d'investissement DM1 BP Agglo 2026				
Chap. article	**Libellé Chapitre par nature**	**Fonct.**	**DM1**	**Voté avant DM**
21318	Autres bâtiments publics	8450	130 000,00 €	5 000,00 €
21831	Matériel informatique scolaire	213	- 25 000,00 €	71 200,00 €
21838	Autre matériel informatique	020	- 60 000,00 €	107 271,40 €
217312	Bâtiments scolaires	213	172 396,00 €	137 524,64 €
Total 21	**Immobilisations corporelles**		**217 396,00 €**	**320 996,04 €**
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition (Pont de Saint-Avit)	8450	- 1 154 000,00 €	1 170 000,00 €
Total 23	**Immobilisations en cours**		**- 1 154 000,00 €**	**1 170 000,00 €**
2051	Concessions et droits similaires	020	12 061,25 €	0,00 €
2128	Autres agencements et aménagements	633	8 763,60 €	0,00 €
21738	Autres constructions	331	10 284,00 €	0,00 €
217312	Bâtiments scolaires	213	34 641,00 €	0,00 €
Total 041	**Opérations patrimoniales**		**65 749,85 €**	**0,00 €**
2317 (23)	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	8450	- 50 000,00 €	2 000 000,00 €
2317 (041)	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	845	16 728,00 €	0,00 €
Total 1006	**PROGRAMME ANNUEL DE VOIRIE**		**- 33 272,00 €**	**2 000 000,00 €**
21314 (041)	Bâtiments culturels et sportifs	311	288 601,50 €	0,00 €
Total 1400	**CAFE MUSIC**		**288 601,50 €**	**0,00 €**
2317 (041)	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	213	146 664,65 €	0,00 €
Total 1500	**GS MISTRAL**		**146 664,65 €**	**0,00 €**
Total Dépenses			**- 468 860,00 €**	**3 490 996,04 €**
2031	Frais d'études	020	12 061,25 €	0,00 €
2031	Frais d'études	213	181 305,65 €	0,00 €
2031	Frais d'études	331	10 284,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études	633	8 763,60 €	0,00 €
2031	Frais d'études	845	16 728,00 €	0,00 €
Total 041	**Opérations patrimoniales**		**229 142,50 €**	**0,00 €**
1321	Etat et établissements nationaux	213	117 396,00 €	0,00 €
1321	Subvention d'équipement Etat et établissements nationaux (Trx GS Mistral)	213	- 25 000,00 €	965 333,50 €
1323	Subvention d'équipement Département (Trx GS Mistral)	213	250 000,00 €	199 115,93 €
1321	Subventions d'équipement Pont de Saint Avit	8450	- 648 000,00 €	1 720 486,30 €
Total 13	**Subventions d'investissement**	213	**- 305 604,00 €**	**2 884 935,73 €**
1641	Emprunts en euros	01	- 681 000,00 €	3 789 725,24 €
Total 16	**Emprunts et dettes assimilées**	01	**- 681 000,00 €**	**3 789 725,24 €**
2031 (041)	Frais d'études	311	288 601,50 €	0,00 €
Total 1400	**CAFE MUSIC**		**288 601,50 €**	**0,00 €**
Total Recettes			**- 468 860,00 €**	**6 674 660,97 €**
Total Investissement			**0,00 €**	

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le 08/10/2026
ID : 040-244000808-20260924-2026_09_0181-BF

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1612-11,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération du conseil communautaire approuvant le budget primitif 2026 du budget principal de l'Agglomération,

Vu l'avis de la commission « finances, ressources humaines, affaires juridiques, modernisation de l'administration » en date du 24 septembre 2026,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

DECIDE DE,

Article 1 – APPROUVER la décision modificative n°1 du budget principal de l'Agglomération conformément au tableau ci-dessus,

Article 2 – AUTORISER Monsieur le Président, ou son représentant, à signer toute pièce ou tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.

Frédéric DUTIN
Président de Mont de Marsan Agglomération
Maire de Mont de Marsan
Conseiller Départemental du Canton de Mont de Marsan 1

Signé électroniquement par
Frédéric DUTIN

Le 7 octobre 2026

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département ».